

Le Soir d'Algérie - Espace «Corruption» - E.mail : soir_corruption@hotmail.com

UN COLLOQUE INTERNATIONAL ORGANISÉ PAR L'OFFICE DES NATIONS UNIES
CONTRE LE CRIME ET LA DROGUE DÉBUTE DEMAIN À JOHANNESBURG

La protection des témoins, des experts et des victimes de la corruption à l'ordre du jour

A partir de demain, et quatre jours durant, se tiendra à Johannesburg, en Afrique du Sud, un colloque international organisé par l'Office des Nations unies contre le crime et la drogue (UNODC), Transparency International et la Coalition mondiale des «Amis de la Convention des Nations unies contre la corruption (CNUCC)». Principaux participants : les représentants de dizaines d'associations d'Afrique, du Maghreb et du Moyen-Orient. Au menu : comment faire progresser sur le terrain la mise en place des mécanismes d'application effective de la CNUCC. Un des principaux thèmes : la protection des témoins, des experts et des victimes de la corruption. L'Association algérienne de lutte contre la corruption sera représentée.

Contrairement aux recommandations de la convention des Nations unies contre la corruption (CNUCC), la loi algérienne ne garantit pas la protection des dénonciateurs et des victimes de la corruption.

Dans le processus de transposition en droit interne de cette Convention, le gouvernement algérien, à travers la loi de prévention et de lutte contre la corruption votée par le Parlement en janvier 2006, a choisi de tourner le dos à la

recommandation onusienne sur la protection des «donneurs d'alerte». Il a préféré dissuader les dénonciateurs en mettant surtout en avant les dénonciations calomnieuses. Sur ces notions de protection, la loi algérienne, évoquée plus haut, est en retrait par rapport à la CNUCC.

A titre d'exemple, l'article 45 est intitulé «De la protection des témoins, experts, dénonciateurs et victimes», alors que le contenu de l'article est muet à ce sujet. «Est punie d'un

emprisonnement de 6 mois à 5 ans et d'une amende de 50 000 DA à 500 000 DA, toute personne qui recourt à la vengeance, l'intimidation ou la menace, sous quelque forme que ce soit et de quelque manière que ce soit, contre la personne des témoins, experts, dénonciateurs ou victimes ou leurs parents ou autres personnes qui leur sont proches.»

Par contre, tout de suite après, l'article 46, intitulé «De la dénonciation abusive» est très clair, gare à celui qui osera dénoncer des cas de corruption : «Est puni d'un emprisonnement de 6 mois à 5 ans et d'une amende de 50 000 DA à 500 000 DA, quiconque aura, sciemment, et par quelque

moyen que ce soit, fait une dénonciation abusive sur les infractions prévues par la présente loi aux autorités compétentes, contre une ou plusieurs personnes.»

Plus grave encore, l'article 47 est en total porte-à-faux avec les 2 articles précédents, intitulé «De la non-dénonciation des infractions», le législateur faisant alterner le froid et le chaud, et même le très brûlant : «Est punie d'un emprisonnement de 6 mois à 5 ans et d'une amende de 50 000 DA à 500 000 DA, toute personne qui, de par sa fonction ou sa profession, permanente ou provisoire, prend connaissance d'une ou de plusieurs infractions prévues à la présente loi, et n'informe pas à temps les

autorités publiques compétentes». Ce magma de contradictions et de dissuasions à dénoncer la corruption traduit, s'il était besoin encore de le démontrer, que les pouvoirs publics ne font pas preuve de volonté politique à lutter contre la corruption.

La rencontre de Johannesburg abordera longuement le très difficile parcours du combattant des dénonciateurs de la corruption, et les moyens de protéger ces derniers dans un contexte très souvent liberticide.

Dans «Le soir Corruption» du 26 mars prochain, nous reviendrons sur les principaux résultats de cette importante réunion.

Djilali Hadjadj

La loi algérienne de prévention et de lutte contre la corruption est très en retrait par rapport aux instruments internationaux

La loi algérienne de prévention et de lutte contre la corruption a été votée par les députés le 3 janvier 2006, puis par les sénateurs le 24 janvier 2006, et publiée au *Journal officiel* le 8 mars 2006. Elle contient des recommandations trop générales liées à la prévention et très peu de prolongements réglementaires. Cette loi est très en retrait par rapport aux Conventions des Nations unies et de l'Union africaine contre la corruption, notamment en ce qui concerne l'indépendance de l'organe de prévention et de lutte contre la corruption prévu par la loi ; le droit à l'accès à l'information pour tous, passé sous silence ; les limites du dispositif relatif à la déclaration de patrimoine ; les restrictions dans la participation de la société civile ; et les revers d'une nouvelle incrimination intitulée dénonciation abusive. Au sujet de la notion de déclaration de patrimoine — il faut rappeler la scandaleuse décision des députés en janvier 2006 de supprimer l'ex-article 7 qui prévoyait la déchéance du mandat ou la fin de fonction pour les agents publics qui ne déclarent pas leur patrimoine dans les délais. L'article 6 de cette loi qui énumère les fonctions et mandats sujets à déclaration ne comprend pas les chefs de l'armée, contrairement à l'ordonnance de 1997 qui le prévoyait.

Concernant la participation de la société civile, des associations et des ONG à la lutte contre la corruption, tel que le recommande abondamment la Convention des Nations unies, l'article 15 de la loi algérienne est très restrictif à ce sujet et n'évoque pas du tout les associations, article qui reflète d'ailleurs les positions négatives sur cette question de la délégation algérienne lors des négociations de la Convention des Nations unies à Vienne de 2001 à 2003. Pour ce qui est de l'Organe de prévention et de lutte contre la corruption — le titre III de la loi lui est réservé (articles 17 à 24) —, l'affirmation de son indépendance est contredite dans le même texte, d'une part par sa mise sous tutelle du président de la République, et d'autre part par la relation de dépendance vis-à-vis du ministère de la Justice : l'article 22 oblige cet «organe» à soumettre à ce ministère les dossiers de corruption éventuelle à soumettre aux tribunaux. Alors que, pour rappel, dans les textes de feu l'«Observatoire national de surveillance et de prévention de la corruption» (ONSPC) créé par le président Zeroual en 1996, cette contrainte de passer par le ministère de la Justice pour saisir les tribunaux n'existait pas. Par ailleurs, les Algériens ne pourront pas directement s'adresser aux responsables de cet «organe», contrairement à une disposition de la Convention des Nations unies qui encourage fortement cette relation directe des citoyens avec l'agence de lutte contre la corruption.

D.H.

Le copinage et la corruption, des maux grandissants en Afrique du Sud

Ouvrir un journal sud-africain sans tomber sur une affaire ou des allégations de corruption ou de copinage est un moment rare. Les plus optimistes diront qu'au moins, les journalistes sud-africains font bien leur travail (pour le moment).

Il y a au choix le témoignage de cet homme d'affaires qui en a ras-le-bol. Il a ouvert un lieu de villégiature en 2006 à Upington dans l'ouest du pays. Le responsable de l'ANC (parti au pouvoir) de la province et le maire de la ville commencent alors à lui demander des services comme ceux de payer la note de téléphone du bureau de l'ANC, de faire des dons à des athlètes, pour des funérailles, etc. Puis, les deux compères réclament 20% de l'entreprise. Le propriétaire dit non. Quelques jours plus tard, son centre est fermé, faute d'un permis refusé par la... municipalité. Il y a cet habitant qui se révolte dans un township (quartier défavorisé noir) fustigeant les carences des services publics et qui, au passage, pointe du doigt les pratiques des élus locaux et «ces gens qui arrivent de nulle part et qui décrochent des boulots alors qu'aucune offre de poste n'a été rendue publique».

Il y a le patron de la police sud-africaine, dont le beau-père est promu, trois mois après le mariage, à la tête des inspecteurs de la province du KwaZulu-Natal, un emploi grassement rémunéré. Il y

a ces ministres et leurs logements de fonction luxueusement rénovés dont la procédure d'attribution des contrats ne semble pas avoir été respectée. Il y a Khulubuse Zuma, le neveu du président sud-africain, Jacob Zuma, qui a connu une «ascension fulgurante» depuis l'élection de son oncle en 2009. Elle peut se mesurer au nombre de voitures de sports qu'il possède : 19.

Où l'on retrouve... ArcelorMittal !

Il y a Duduzane Zuma, le fils du chef d'Etat, qui a empoché plusieurs dizaines de millions d'euros grâce à un contrat minier avec le géant indien de l'acier, ArcelorMittal. Il y a la sixième femme de Jacob Zuma qui vient de décrocher un job dans une société majoritairement détenue par les Guptas, une puissante famille d'origine indienne, dont l'influence grandissante auprès du dirigeant inquiète jusqu'au sein de son propre parti. L'archevêque Desmond Tutu, la dernière grande conscience morale du pays, a de nouveau mis en garde l'ANC contre les dangers de la corruption, surtout au regard des événements actuels en Afrique du Nord. D'autres voix dénoncent l'enrichissement personnel, le copinage. Depuis une dizaine d'années, la corruption augmente (3 milliards d'euros par an ?) même si les preuves sont difficiles à obtenir.

Les effets corrupteurs de l'obligation pour les entreprises étrangères d'avoir des partenaires locaux

Le programme de discrimination positive, le BEE (le BEE se réfère aux mesures, actions et mesures programmatiques visant à permettre la participation significative des personnes noires dans la vie économique) qui oblige les entreprises étrangères qui souhaitent répondre à des appels d'offres publics à avoir des partenaires locaux, eux-mêmes souvent très bien connectés à l'élite politique pour s'assurer l'octroi de contrats...

Le BEE a fourni «une justification respectable» à l'accès immédiat à la richesse pour nombre d'hommes politiques sud-africains dans une société dans laquelle l'argent est devenu roi. D'autre part, il est à noter la décentralisation d'une partie de ces prises de décision sur les contrats aux niveaux plus vulnérables des provinces et des municipalités. Ajoutez à cela une certaine complaisance et un manque de volonté des responsables au pouvoir (malgré des discours qui assurent le contraire), et vous comprendrez pourquoi on empêche soigneusement le frêle Nelson Mandela, 94 ans, d'ouvrir le journal. Il risquerait de se retourner dans sa tombe avant d'y être entré.

LSC